

Unité Interdépartementale 39-71
1 rue Georges Feydeau
CS 20105
71321 Chalon-sur-saône Cedex

Chalon-sur-saône, le 19/02/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 17/06/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

ALPHA CARBONE

4, rue Jules Védrières
BP 94204
Cedex 4
31000 Toulouse

Références : CP/CS/2026/C_051
Code AIOT : 0005904718

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/06/2025 dans l'établissement ALPHA CARBONE implanté 22 ALLEE DU BOIS 39100 Brevans. L'inspection a été annoncée le 08/04/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Dans le cadre de la mise en œuvre du plan d'action dit « post-Lubrizol », un ensemble d'évolutions réglementaires ont été menées en 2020 et 2021 pour mieux anticiper une situation accidentelle.

Plusieurs événements récents ont cependant confirmé une problématique associée à la gestion de la perte d'électricité, et le défaut ou le manque de secours visant à pallier cette perte :

- à l'occasion d'évènements d'ampleur, tels que tempêtes, lors desquels l'autonomie des dispositifs de secours n'a pas permis de pallier la durée de coupure et a conduit à des défaillances d'équipements de sécurité ;
- à l'occasion d'évènements particuliers de pertes électriques, qui ont mis en évidence des défauts de préparation ou de maintenance des dispositifs de secours.

Ces différents évènements ont mis en lumière la nécessité de reposer les doctrines actuelles en matière d'anticipation des pertes d'utilités.

L'inspection du 17 juin 2025 entre dans le cadre de l'action nationale sur les pertes d'utilités électriques.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ALPHA CARBONE
- 22 ALLEE DU BOIS 39100 Brevans
- Code AIOT : 0005904718
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Non

La société ALPHA CARBONE est une filiale de la société ALPHA RECYCLAGE spécialisée dans la collecte et le traitement de pneumatiques usagés. Elle a été créée en 2010 pour concevoir et mettre au point une unité de recyclage de broyats de pneumatiques usagés par un procédé de vapo-thermolyse. Ce procédé permet de récupérer du noir de carbone, de l'huile de thermolyse, des fils métalliques et un gaz de synthèse qui est valorisé thermiquement sur le site.

Le site a fonctionné en mode "pilote" jusqu'à cette année.

L'exploitant a validé un programme d'améliorations techniques des installations et une augmentation de 30% de la capacité horaire et de 25% de la capacité annuelle.

Le jour de la visite, les travaux étaient en cours. L'exploitant envisage le démarrage de la production industrielle début 2026.

Thèmes de l'inspection :

- AN25 Perte d'utilités

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
4	Actions engagées pour la mise en sécurité (3.b)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
8	Maintenance utilités et dispositifs de	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 52	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	2 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
	secours électrique (5)			

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Alimentation en énergie et utilités associées (1)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56	Sans objet
2	Stratégie de l'exploitant en cas de perte d'électricité (2)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56	Sans objet
3	Arrêts et mise en sécurité (3.a)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56	Sans objet
5	Modalités de maintien de la surveillance si coupure d'électricité (3.c)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 64	Sans objet
6	Dispositifs de secours électrique (Liste et équipements secours) (4.a)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56	Sans objet
7	Autonomie du dispositif de secours électrique et de surveillance (4.b)	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 7	Sans objet
9	Plan d'action (6)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La stratégie définie par l'exploitant en cas de perte d'énergie principale du site est globalement satisfaisante. Une réflexion peut être engagée par l'exploitant pour que le démarrage des dispositifs de secours soit automatique.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Alimentation en énergie et utilités associées (1)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56
Thème(s) : Actions nationales 2025, Alimentation en énergie
Prescription contrôlée : Arrêté du 4 octobre 2010 Art. 56 L'exploitant assure en permanence la fourniture ou la disponibilité des utilités qui permettent aux installations de fonctionner dans leur domaine de sécurité ou nécessaires à l'alimentation des barrières de sécurité ou mesures de maîtrise des risques concourant à la mise en sécurité ou à l'arrêt d'urgence des installations. [...]
Constats : L'alimentation du site en énergie est assurée par : <ul style="list-style-type: none">• une ligne électrique ERDF de 20 kV via un poste de livraison qui alimente le TGBT du site,• un raccordement au réseau de gaz naturel. L'établissement dispose également de bouteilles d'azote (inertage) et de propane (brûleur de la torchère). En cas de perte générale d'électricité, l'exploitant a indiqué être informé par une alarme sonore sur le PC de supervision.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Stratégie de l'exploitant en cas de perte d'électricité (2)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56
Thème(s) : Actions nationales 2025, Stratégie en cas de perte d'utilité électrique
Prescription contrôlée : Arrêté du 4 octobre 2010 Art. 56 L'exploitant assure en permanence la fourniture ou la disponibilité des utilités qui permettent aux installations de fonctionner dans leur domaine de sécurité ou nécessaires à l'alimentation des barrières de sécurité ou mesures de maîtrise des risques concourant à la mise en sécurité ou à l'arrêt d'urgence des installations. L'exploitant définit les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations dans ces situations, et le cas échéant, les conditions dans lesquelles les installations sont mises à l'arrêt. Ces conditions et modalités sont formalisées dans une procédure. [...]

<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a indiqué qu'en cas de perte d'électricité, la production s'interrompait et les installations étaient mises en sécurité par l'automate gérant la conduite des installations.</p> <p>L'alimentation des réacteurs en broyats de pneumatiques est arrêtée. Les gaz de synthèse sont dirigés vers la torchère.</p> <p>Les installations appelant une vigilance identifiées par l'exploitant sont notamment l'automate, les réacteurs de vapothermolyse et les équipements associés contenant des gaz inflammables/combustibles. Le risque principal est la création d'une atmosphère explosive en cas d'entrée d'air.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Arrêts et mise en sécurité (3.a)

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2025, Mise en sécurité</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Arrêté du 4 octobre 2010 Art. 56 [...] L'exploitant définit les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations dans ces situations, et le cas échéant, les conditions dans lesquelles les installations sont mises à l'arrêt. Ces conditions et modalités sont formalisées dans une procédure.</p> <p>Les barrières de sécurité ou mesures de maîtrise des risques sont maintenues en service ou mises automatiquement en position de sécurité en cas de défaillance de l'alimentation de commande principale. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant dispose d'une procédure relative à la perte générale d'alimentation électrique.</p> <p>Les équipements à secourir électriquement sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> • l'automate gérant la conduite des installations, • l'alimentation en eau (pompe de secours), • les tours de refroidissement, • les ventilateurs d'extractions des fumées et des brûleurs, • la détection de fumée, <p>L'activité est arrêtée.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Actions engagées pour la mise en sécurité (3.b)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59
Thème(s) : Actions nationales 2025, Mise en sécurité
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Arrêté du 4 octobre 2010 Art. 59 « Consignes d'exploitation et de sécurité.</p> <p>Sans préjudice des dispositions du code du travail, l'exploitant établit, tient à jour et affiche des consignes d'exploitation et de sécurité dans les lieux fréquentés par le personnel. Il s'assure de leur appropriation et de leur bonne mise en œuvre par le personnel concerné.</p> <p>L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté ainsi que de l'arrêté préfectoral d'autorisation.</p> <p>Ces consignes d'exploitation précisent autant que de besoin :</p> <ul style="list-style-type: none"> -les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté ainsi que de l'arrêté préfectoral d'autorisation ; -les vérifications à effectuer, en particulier pour s'assurer périodiquement de l'étanchéité des dispositifs de rétention, préalablement à toute remise en service après arrêt d'exploitation, et plus généralement aussi souvent que le justifieront les conditions d'exploitation ; -l'obligation du " permis d'intervention " prévu à l'article 63 du présent arrêté pour les parties concernées de l'installation ; -les conditions de conservation et de stockage des produits, notamment les précautions à prendre pour l'emploi et le stockage de produits incompatibles ; -Les opérations et contrôles à effectuer pour les phases d'arrêt et, le cas échéant, avant la remise en service des équipements. <p>L'ensemble des contrôles, vérifications, les opérations d'entretien menés sont notés sur un ou des registres spécifiques.</p> <p>L'exploitant établit par ailleurs des consignes de sécurité, qui indiquent autant que de besoin :</p> <ul style="list-style-type: none"> -l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, notamment l'interdiction de fumer dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion, sauf cas spécifique d'une intervention dûment encadrée par un permis d'intervention prévu à l'article 63 ; -les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides) ; -les mesures à prendre en cas de perte de confinement sur un récipient ou une tuyauterie contenant des substances dangereuses ; -les modalités de mise en œuvre des moyens d'intervention et d'évacuation ainsi que les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ; -les modalités de mise en œuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte, prévues à l'article 26 ou 26 bis, pour les installations soumises à ces dispositions ; -la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de

l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc ;
-l'organisation de l'exploitant en cas d'incident ou de sinistre ;
-l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident. »

Constats :

L'exploitant dispose d'une procédure relative à la perte générale d'alimentation électrique.

Après les informations générales rappelant les conditions de mise en sécurité automatique des installations, la procédure décrit les actions à réaliser par le personnel, notamment la mise en route du GE, et les vérifications à mener pour s'assurer de la mise en sécurité effective des installations.

L'injection d'azote dans les réacteurs est automatique. L'arrêt de la réaction de thermolyse est évalué à 15 minutes environ.

Les PC de supervision et l'automate ont une alimentation secourue par un onduleur dédié dont l'autonomie est de 6 heures selon l'exploitant.

La supervision permet le suivi des températures des équipements.

La mise en route manuelle du groupe électrogène (GE) et le redémarrage des équipements secourus nécessite entre 5 et 10 minutes.

Le GE permet notamment l'éclairage de sécurité, le refroidissement du procédé par les tours aéroréfrigérantes, la ventilation des brûleurs et l'extraction des fumées.

Il est prévu la vérification visuelle de l'injection d'azote dans les réacteurs, de l'ouverture de l'électrovanne d'alimentation en eaux et du démarrage automatique de la torchère.

L'arrêt et la mise en sécurité des installations est estimée à 15 minutes.

L'exploitant a indiqué avoir testé en exercice la durée de mise en sécurité des installations. Il ne disposait pas du compte-rendu de cet exercice.

En matière de formation, l'exploitant a indiqué que le personnel de production était formé à l'ensemble des procédures, dont la procédure de mise en sécurité. Cependant, la participation du personnel à cette formation n'est pas tracée.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant adressera à l'inspection, le compte-rendu de l'exercice de mise en sécurité de ses installations.

L'exploitant s'assurera que l'ensemble du personnel concerné est formé à la procédure de mise en sécurité des installations. La traçabilité des formations suivies devra être mise en place.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois

N° 5 : Modalités de maintien de la surveillance si coupure d'électricité (3.c)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 64
Thème(s) : Actions nationales 2025, Mise en sécurité
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Arrêté du 4 octobre 2010 Art. 64 « Equipements à l'arrêt.</p> <p>En cas d'arrêt d'équipements (notamment réservoirs, cuves, rétentions, tuyauteries), l'exploitant prend toutes les dispositions permettant de garantir la mise en sécurité des équipements et la prévention des accidents pour la phase intermédiaire d'arrêt (inertage des équipements ...) Dans le cas contraire, les mesures de maîtrises de risques ou barrières de sécurité nécessaires sont maintenues en place et en état de fonctionnement.</p> <p>Si l'arrêt n'est pas définitif, l'exploitant prend également toutes les dispositions nécessaires au maintien en bon état de marche des équipements pendant toute la durée de l'arrêt. La remise en service d'un tel équipement est subordonnée au respect de ces conditions pendant toute la durée de l'arrêt et aux contrôles préalables identifiés par l'exploitant.</p> <p>L'exploitant identifie dans une liste les équipements en phase d'arrêt au sein d'installation, ainsi que leur statut (arrêt temporaire, arrêt définitif, mis en sécurité).</p> <p>Les consignes d'exploitation et de sécurité prévues à l'article 59 contiennent les dispositions, contrôles et vérifications à mettre en place concernant ces équipements. »</p>
<p>Constats :</p> <p>La consigne prévoit que les opérateurs doivent s'assurer de la mise en sécurité effective de l'installation par des contrôles au niveau des installations (redémarrage des fonctions de sécurité, contrôles des températures sur la supervision...).</p> <p>L'arrêt et la mise en sécurité des installations est estimée à 15 minutes. (voir point de contrôle supra).</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Dispositifs de secours électrique (Liste et équipements secourus) (4.a)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56
Thème(s) : Actions nationales 2025, Dispositifs de secours électrique
Prescription contrôlée :

<p>Arrêté du 4 octobre 2010 Art. 56 « Utilités.</p> <p>L'exploitant assure en permanence la fourniture ou la disponibilité des utilités qui permettent aux installations de fonctionner dans leur domaine de sécurité ou nécessaires à l'alimentation des barrières de sécurité ou mesures de maîtrise des risques concourant à la mise en sécurité ou à l'arrêt d'urgence des installations.</p> <p>L'exploitant définit les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations dans ces situations, et le cas échéant, les conditions dans lesquelles les installations sont mises à l'arrêt. Ces conditions et modalités sont formalisées dans une procédure.</p> <p>Les barrières de sécurité ou mesures de maîtrise des risques sont maintenues en service ou mises automatiquement en position de sécurité en cas de défaillance de l'alimentation de commande principale. »</p>
<p>Constats :</p> <p>Pour secourir électriquement les installations contribuant à l'arrêt et la mise en sécurité des installations, l'exploitant dispose d'onduleurs et d'un groupe électrogène de location.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 7 : Autonomie du dispositif de secours électrique et de surveillance (4.b)

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 7</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2025, Dispositifs de secours électrique</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Arrêté du 26 mai 2014 Art. 7 « Lorsque les mesures de maîtrise des risques ne sont pas mises automatiquement en position de sécurité en cas de défaillance de l'alimentation de commande principale, les réseaux d'utilités les alimentant, lorsqu'ils sont nécessaires à leur fonctionnement, sont fiabilisés ou indépendants de sorte qu'un sinistre n'entraîne pas la perte simultanée de plusieurs de ces mesures de maîtrise des risques agissant sur un même scénario accidentel. »</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a indiqué que le GE avait une autonomie d'environ 10 heures à pleine charge. La procédure « perte de l'alimentation électrique » prévoit la vérification du niveau de carburant du groupe électrogène L'autonomie de l'onduleur du système de sécurité incendie serait d'au moins une heure d'après l'exploitant.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 8 : Maintenance utilités et dispositifs de secours électrique (5)

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 52</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2025, Maintenance et test</p>

Prescription contrôlée :

Arrêté du 4 octobre 2010

Art. 52 « Maîtrise des procédés.

Pour les installations dont un ou des phénomènes dangereux identifiés dans l'étude de dangers conduisent à des effets irréversibles, au sens de l'arrêté du 29 septembre 2005 susvisé, qui sortent des limites du site, l'exploitant établit, sous sa responsabilité les plages de variation des paramètres qui déterminent la sécurité de fonctionnement des installations. Il met en place des dispositifs permettant de maintenir ces paramètres dans ces plages de fonctionnement.

Pour ces mêmes installations, les paramètres importants pour la maîtrise de ces phénomènes sont associés à une alarme ou une sécurité opérationnelle lorsqu'ils sont susceptibles de sortir des plages de fonctionnement définies. Le déclenchement de l'alarme ou la sécurité opérationnelle entraîne si nécessaire la réalisation de mesures correctives appropriées, et le cas échéant la mise en sécurité de l'installation, notamment si la cinétique le justifie.

Les systèmes de sécurité concernés sont éprouvés, conçus et construits de façon à être fiables, adaptés aux conditions de service prévues et à prendre en compte, s'il y a lieu, les exigences en matière de maintenance et d'essais des dispositifs. »

Constats :

Le groupe électrogène est un matériel de location. La maintenance est assurée par la société de location.

L'exploitant réalise un test d'allumage mensuel sans bascule des installations secourues.

L'exploitant ne dispose pas de banc de charge pour les tests. Il n'est pas en mesure d'indiquer si la société de location réalise un test sur banc de charge.

Les opérations de maintenance des onduleurs ne sont pas formalisées.

L'exploitant n'a pas formalisé de suivi des onduleurs (suivi durée de vie constructeurs...).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant

- d'adresser à l'inspection le dernier rapport de maintenance du GE présent sur le site,
- d'examiner, en lien avec la société de location, la faisabilité de tests de basculement du GE en plus du test d'allumage,
- de mettre en place un suivi des onduleurs et des batteries permettant leur bonne gestion (caractéristiques, conditions de fonctionnement, maintenance...).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56
Thème(s) : Actions nationales 2025, Mise en conformité
Prescription contrôlée : Arrêté du 4 octobre 2010 Art 56 « Utilités. [...] Pour les installations, pour lesquelles le dépôt complet de la demande d'autorisation est antérieur au 1er septembre 2022, les travaux identifiés comme nécessaires pour la mise en conformité à ces dispositions sont réalisés avant le 1er janvier 2026 »
Constats : L'exploitant n'a pas identifié de difficulté pour satisfaire aux dispositions de l'article 56 de l'AM du 4 octobre 2010, et son contenu le cas échéant. Il n'a pas engagé de plan d'action particulier en dehors de son programme d'adaptation des installations pour un lancement de la production industrielle prévue début 2026. L'inspection estime que la question du recours à un GE avec démarrage automatique et couplage aux installations secourues peut se poser.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est demandé à l'exploitant d'examiner l'intérêt de disposer d'un GE avec démarrage automatique et couplage aux installations secourues et d'informer l'inspection du résultat de cette réflexion.
Type de suites proposées : Sans suite